Nouvelle politique nationale d'aide publique au développement au Burundi

APA, 02-08-2011 Bujumbura (Burundi) - Le ministre burundais de la Planification et du Développement Communal, Pierre Mupira, a soumis mardi aux partenaires au développement la politique nationale d'aide publique au développement qu'il a décidé de mettre sur pied, en collaboration avec le Comité National de Coordination des Aides (CNCA). Selon le Secrétaire permanent du CNCA, M. Pamphile Muderega, « l'objectif général de cette politique est d'accroître significativement l'efficacité de l'aide publique au développement reçue par le pays de manière à contribuer aux transformations structurelles nécessaires à l'accession du Burundi à l'émergence et par conséquent à la réduction progressive de la dépendance de l'aide ».

Il a indiqué que pour répondre aux défis de la gestion de l'aide au Burundi, des objectifs spécifiques ont été définis pour apporter des solutions aux problèmes majeurs identifiés. Il s'agit, entre autres, du renforcement des capacités nationales de gestion de l'économie, la planification à long terme, la gestion macroéconomique, la programmation des investissements et la gestion des finances publiques. Il s'agit aussi de veiller à la réduction de la fragmentation de l'aide ainsi que le renforcement du contrôle parlementaire et citoyen. Les partenaires présents à cette rencontre se sont félicités de l'élaboration de cette politique mais certains ont cependant dénoncé des procédures lourdes qui les empêchent parfois de travailler ainsi que le manque d'indépendance dans leur travail. Le ministre de la planification leur a indiqué que les bailleurs sont certes indépendants dans leurs actions mais elles doivent respecter la ligne tracée par le gouvernement et découlée dans le Cadre Stratégique de Croissance Economique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP). Le domaine de l'aide publique connaissait jusqu'alors des défis énormes, selon Muderega, citant, entre autres, les capacités institutionnelles et humaines éprouvées par une décennie de guerre civile, de même que le cadre juridique et réglementaire de gestion et de coordination de l'aide. Il a également parlé de la transparence et la visibilité de l'aide ainsi que l'alignement des programmes d'aide aux systèmes et priorités nationaux. Le Burundi a bénéficié en 2009 d'une remise de sa dette de près de 833 millions de dollars américains après avoir atteint le point d'achèvement de l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés (IPTE).